

Alexandre Hébert a publié plusieurs articles traitant de ce qu'il appelait, à mon humble avis fort justement, «*le mythe fasciste de l'Unité*». Le nombre de ces articles démontre l'importance théorique, et surtout pratique, qu'il accordait à cette question fondamentale. Pour appréhender précisément la pensée d'Alexandre et ne pas commettre de contresens, toujours fâcheux, il convenait de réunir tous (?) ses articles sur le sujet et de les replacer dans leur contexte historique et politique. C'est ce qu'a fait notre camarade Georges Rivalin, qu'il en soit remercié. Je serai bref, la place me manque pour analyser en détails le travail de Georges. Qu'il me soit simplement permis d'apporter une ou deux précisions. Il me semble que pour bien saisir la pensée d'Alexandre Hébert, il convient de ne pas oublier qu'il se revendiquait tout autant de l'anarcho-syndicalisme que de l'anarchisme individualiste, qu'il avait lu aussi bien Marx, Lénine et Bakounine que La Boétie et Stirner. Dès lors, la fracture théorique entre les tenants du marxisme (et de certains anarchistes, Georges Rivalin l'a relevé fort justement) et Alexandre, c'est certes la question de l'Etat, mais pas seulement, c'est également les rôles historiques respectifs de l'individu et de la classe ouvrière. Pour être plus précis: l'individu au sein de sa classe.

L'unité organique et l'unité d'action de la classe ouvrière est un sujet de débat toujours d'actualité. Ce numéro spécial de «*L'anarcho-syndicaliste*» doit, c'est notre souhait, susciter la réflexion et la discussion. J'aurais pour ma part quelques nuances avec l'analyse de Georges. Nuance historique tout d'abord: je pense que, au lendemain de la guerre d'Espagne puis de la deuxième guerre mondiale, avancer que les trotskystes font le choix de demeurer au sein de la «*CGT moscoutaire*» pour des raisons affinitaires est quelque peu rapide. D'autant que le trotskysme n'est pas un bloc monolithique, pas plus que l'anarchisme d'ailleurs. Je ne partage pas tout à fait l'appréciation portée sur Monatte, mais tout cela relève du libre débat historique. Par ailleurs, la critique sous-jacente de l'*Entente Internationale des Travailleurs*, qui s'appuie sur une certaine vision de la *Première Internationale* ne peut qu'ouvrir un échange de vues que j'appelle de mes vœux. La parole circule...

**Christophe BITAUD.**

-----

A la rédaction de *L'Anarcho-syndicaliste*,

Chers amis,

Dans la brochure contenant nombre d'écrits d'Alexandre HEBERT, publiée début 2011 (1), figure un document intitulé *Du mythe fasciste de l'Unité*. Vous en indiquez par ailleurs (2) la publication originelle dans *La Commune* (3). Ce ne fut pas le cas, le document que vous avez utilisé provient de l'édition de mars 1958 de *La Révolution prolétarienne* (4). Mais cela n'a que peu d'importance.

Ce que je voudrais souligner, au vu des documents que j'ai pu consulter, c'est que cet écrit est le troisième portant dans son titre ou dans la première phrase les mots mythe de l'unité, sur la période allant de 1949 à 1958. Peut-être y en a-t-il d'autres? Il faut remarquer qu'à cette époque, Alexandre écrivit dans plusieurs publications: *L'Echo syndicaliste* (5), *Le Monde libertaire* (6), *La Révolution prolétarienne* (4), *Le Combat syndical* (7), *La Commune* (3), *L'Ouest syndicaliste* (8) (d'autres?...); certaines de ces

(1) «*Alexandre Hébert, un homme de conviction, un anarchiste individualiste*».

(2) «*L'Anarcho-syndicaliste*» n°151 - septembre 2010. Voir [http://anti.mythes.voila.net/publications/as/as\\_d/as\\_151.pdf](http://anti.mythes.voila.net/publications/as/as_d/as_151.pdf)

(3) Journal du «*Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière*» (CLADO) en 1957-1958.

(4) Sous-titre: «*Revue syndicaliste révolutionnaire*» animée entre autres par Pierre Monatte.

publications (*L'Echo syndicaliste*, *L'Ouest syndicaliste*) n'avaient pas une parution régulière; d'autres (*Le Combat syndical*, *La Commune*) n'eurent qu'une existence éphémère.

Il faut noter également que les militants qu'il côtoyait, et avec lesquels il polémiquait, écrivaient souvent dans les mêmes journaux, que ces journaux publiaient des articles d'autres origines sans les citer parfois, ce qui ne rend pas la recherche des plus faciles. Les plus anciens d'entre-nous pourront peut-être infirmer certaines parties de ce que je vais écrire après! Qu'à cela ne tienne, je ne prétends pas là faire oeuvre exhaustive!

Et puis il faut rajouter que - et c'est la moindre des choses - les militants parlent beaucoup! Avant d'écrire, certains thèmes ont été l'objet de longues discussions, et, là-dessus personne ne me contredira, Alexandre parlait beaucoup.

Ces trois documents ont été rédigés autour de deux périodes cruciales pour l'avenir du mouvement syndical libre: après la scission de 1946-48 et la création de la CGTFO, pour le premier; à la suite de la publication d'un appel nommé *Pour un mouvement syndical uni et démocratique* (PUMSUD), pour les deux autres.

-----

Le premier est intitulé *Le mythe de l'unité* (9). Il a été publié dans le n°2 de *L'Echo syndicaliste*, journal de l'*Union départementale CGT-FO de Loire-Inférieure*, en mai 1949. La question de l'unité est celle de l'unité perdue depuis quelques mois, mais perdue pour qui?

Le voici:

*«Il se trouve encore des camarades pour nous reprocher d'avoir «brisé l'unité».*

*Nous ne parlons, évidemment pas des syndicalo-staliniens, dont les mots d'ordre et slogans ne correspondent nullement à ce qu'ils seraient en droit de considérer comme vrai, mais sont seulement fonction de la tactique et des besoins immédiats d'un parti politique.*

*Nous pensons seulement à un petit nombre de syndicalistes qui croient encore que l'unité syndicale est la condition indispensable de la puissance ouvrière.*

*Nous voulons tout d'abord faire observer qu'une organisation, quelle qu'elle soit, vaut non seulement par la puissance réelle ou apparente qu'elle représente, mais surtout par les objectifs qu'elle se propose.*

*Les travailleurs d'un certain nombre de pays ont vécu, ou vivent encore des expériences unitaires, «l'Arbeitsfront» en Allemagne et les «syndicats russes» pour ne citer que celles-là. Bien audacieux qui oserait affirmer, que ces expériences furent bénéfiques pour les salariés!*

*En France même, personne n'a oublié les années qui suivirent la «libération». Incontestablement, c'est en 1945 et 1946 que les organisations syndicales groupées dans le cadre de la C.G.T. furent numériquement les plus puissantes.*

*Qu'en est-il advenu? On peut bien dire que c'est pendant cette période que le sort des salariés fût le moins enviables.*

*Nous persistons à penser que l'unité organique, pour être souhaitable, doit répondre à un certain nombre de conditions. Parmi celles-ci, citons deux d'entre elles qui nous paraissent essentielles.*

*Tout d'abord, on ne peut rassembler dans une organisation syndicale unique que des personnes ayant des intérêts communs. C'est évidemment le cas de la plupart des salariés.*

*Puis, et c'est là où le problème devient grave, il convient également de ne rassembler, dans les mêmes conditions, que des travailleurs qui ont sur les moyens de défendre leurs intérêts et sur les objectifs à atteindre un minimum de communauté de vue.*

(5) Journal de l'UD CGTFO de Loire inférieure de 1949 à 1951.

(6) Journal de la *Fédération anarchiste*.

(7) Sous-titre: «*Revue rédigée par des militants Force Ouvrière pour des militants Force Ouvrière*», publication du courant syndicaliste révolutionnaire dans la CGTFO dans les années 50.

(8) Journal des UD CGTFO de l'ouest (Loire-Inférieure, Vendée, Maine-et-Loire, Loir-et-Cher).

(9) «*Alexandre Hébert, un homme de conviction, un anarchiste individualiste*». Voir aussi [http://anti.m>thes.voila.net/individus/hebert\\_alexandre/ha\\_es\\_49\\_2.pdf](http://anti.m>thes.voila.net/individus/hebert_alexandre/ha_es_49_2.pdf)

*Il est bien évident que rassembler, au sein d'une organisation commune, des travailleurs se proposant des objectifs différents, voire même opposés, ne saurait conduire qu'à l'incohérence et à l'impuissance pour l'organisation elle-même.*

*Pour celui qui s'efforce d'étudier objectivement la situation des organisations syndicales et dont le jugement n'est pas faussé par des considérations sentimentales, peut-être respectables, mais qui ne sont pas de mise quand c'est le sort de la classe ouvrière qui se trouve être en jeu: JAMAIS il n'y eut, parmi les salariés, ce minimum de communauté de vue sur les MOYENS et sur les OBJECTIFS, dont nous faisons une des conditions essentielles de l'opportunité de l'unité organique.*

*De tout temps, le mouvement ouvrier s'est trouvé divisé entre deux tendances inconciliables.*

*D'une part, ceux qui croient à l'efficacité de l'action politique et qui sont fatalement amenés à considérer les syndicats comme une armée de réserve des partis politiques; d'autre part, ceux pour qui l'action syndicale reste le seul moyen valable de défense de leurs intérêts et qui ne sauraient admettre sa subordination à un Parti politique. QUEL QU'IL SOIT.*

*Entre les partisans de ces deux conceptions, la cassure est nette. Il serait vain d'espérer pouvoir les faire cohabiter dans une même organisation.*

*Cependant, l'attachement sentimental d'un certain nombre de travailleurs à la vieille notion de l'unité demeure - les politiciens ne l'ont jamais ignoré et n'ont pas manqué de l'utiliser pour tenter de domestiquer le mouvement syndical.*

*Fernand Pelloutier, à qui nous devons les Bourses du Travail et qui reste une des plus belles figures du mouvement syndical, n'avait pas manqué de le souligner. En 1899, commentant les travaux du Congrès Général du Parti Socialiste Français (placé sous le signe de l'unité ouvrière), il exprimait ses craintes en ces termes:*

*«Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre... Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien».*

*Avec le recul du temps, ces paroles apparaissent comme étant véritablement prophétiques.*

*Pelloutier avait raison, l'unité n'est qu'un leurre.*

*Il faut détruire le mythe de l'unité».*

-----

Les contenus des stages confédéraux de formation des militants syndicalistes évoquent les «grandes» dates de réalisation de l'unité syndicale et les «grandes» dates de scissions syndicales: 1895, 1921, 1936, 1939, 1943 et 1946-48. On y invoque les «grands» hommes du syndicalisme: Fernand PELLOUTIER, Emile POUGET, Georges YVETOT, Léon JOUHAUX, Robert BOTHEREAU.

On ne développe que peu sur la période qui précéda. Si l'*Association internationale des travailleurs* (Première internationale) y est citée, ni les conditions de disparition de cette association, ni les conditions de la création de la *Fédération nationale des syndicats* (FNS) en 1886 n'y sont explicitées; ni la première scission syndicale, celle qui eut lieu en 1892, n'est évoquée autrement que par la création de la *Fédération nationale des Bourses du travail* (FNBT). Il faut bien reconnaître qu'elle prit un aspect particulier, car certains syndicats adhéraient simultanément à la FNBT et à la FNS, d'autres uniquement à la FNBT via leurs Bourses locales, d'autres uniquement à la FNS par leurs fédérations professionnelles; il y eut donc bien scission, ses motifs ne peuvent nous laisser indifférents, ils ne laissèrent bien sûr pas Fernand PELLOUTIER indifférent.

Il en est de même, mais dans une moindre mesure, pour la période allant de la «proclamation» de la CGT en 1895, à sa structuration telle que nous la connaissons, en 1902, et finalement l'adoption de la Charte d'Amiens en 1906.

On peut schématiquement présenter l'histoire du mouvement syndical depuis la Révolution française comme suit (10):

- Première partie du XIXème siècle: les ouvriers créent des associations illégales pour assurer l'entraide, le secours et la résistance;
- Sous l'empire «libéral», créations des chambres syndicales; fondation de l'*Association internationale des travailleurs* (AIT), qui regroupe essentiellement des syndicats (groupements économiques) et quelques

(10) Voir les documents disponibles sur <http://anti.mythes.voila.net/syndicalisme>.

groupements politiques en exil (marxiens et mazziniens);

- Sous la *Commune de Paris*, les socialistes s'opposent entre partisans de l'Etat, et fédéralistes;
- «Congrès» de La Haye de l'AIT(1872), les groupements politiques (marxiens en tête) excluent les groupements économiques refusant la primauté du politique; disparition de l'*Association internationale* quelques années plus tard;

- De 1876 à 1886, réunions de *Congrès ouvriers* nationaux et régionaux, dans lesquels sont mêlées groupements politiques et groupements économiques; le *Parti ouvrier* éclate en plusieurs écoles politiques, les syndicats sont le jeu de certaines de ces écoles, particulièrement la «marxo-guesdiste» qui entend les placer sous tutelle;

- Création en 1886 de la *Fédération nationale des syndicats*, dans le but de donner aux groupements économiques toute leur liberté d'action;

- De 1886 à 1892, les syndicats commencent à affirmer leur prépondérance pour la transformation de la société (principe de la grève générale), mais les «marxo-guesdistes» combattent ce principe, et paralyse l'activité syndicale;

- Création de la *Fédération nationale des Bourses du Travail*; il y aura dans celle-ci aussi tentative de mise au pas, mais ses «objectifs» et ses «moyens» la rendaient plus difficile à «curatelliser»;

- De 1893 à 1895: trois Congrès de «fusion»: Paris-1893, Nantes-1894, Limoges-1895; la grève générale est défini en tant que moyen final d'émancipation économique du prolétariat et début de construction d'une société nouvelle; la *Confédération générale du Travail est proclamée*;

- De 1895 à 1902: la CGT végète, la FNBT est la principale force active du syndicalisme; Fernand PELLOUTIER combat pour une confédération-fédération des deux fédérations, il décède en 1901; sa formule aboutira avec Emile POUGET, Victor GRIFFUELHES et Georges YVETOT, à la structuration confédérale que nous connaissons à la CGT-FO;

- De 1902 à 1906: les «*Torquemada à Iorgnons*» (Jules GUESDE, Paul LAFARGUE, bien d'autres, et dans une certaine mesure Jean JAURES) ne cessent d'affirmer «l'infériorité» de l'économique par rapport au politique. Ils sont battus au Congrès d'Amiens.

Illustrons la problématique de l'époque par cet écrit de Fernand PELLOUTIER, publié dans *Le Mouvement socialiste* de novembre 1899 (revue de Benoît MALON, bakouninien devenu réformiste mais qui n'eut pas le temps de devenir ministre - et qui ouvrait ses pages à toutes les écoles socialistes) **(9bis)**, écrit qui devint l'un des chapitres de l'*Histoire des Bourses du Travail*:

«*La Fédération des Bourses du travail est le premier exemple d'une agglomération dont les représentants n'ont rien à dire d'eux-mêmes et ne peuvent être utiles qu'en publiant leur méthode de travail, tandis que les «administrés», lentement, silencieusement, mais sûrement, parviennent à créer un Etat dans l'Etat...*

*La Fédération des Bourses du travail de France est représentée par un Comité qui siège à Paris et qui se compose d'un délégué par Bourse du travail adhérente.*

*Pour être délégué d'une Bourse, il suffit d'être syndiqué, de réunir les conditions de domicile et de loisir nécessaires pour remplir son mandat avec exactitude, et d'avoir donné des preuves d'intérêt au développement des Bourses du travail... En apparence, aucune règle ne préside au recrutement des membres du Comité. Chaque délégué désigne au secrétaire les militants syndiqués de sa connaissance disposés à représenter une Bourse, et le secrétaire dresse, des noms qui lui sont communiqués, une liste qui est envoyée à chaque Bourse privée de représentant ou nouvellement adhérente. Mais à la suite de récriminations, il fut convenu en congrès que désormais le secrétaire compléterait, autant que possible, les listes de candidats-délégués par des indications sur leurs attaches politiques, en sorte que les Bourses, si elles le jugeaient convenable, pussent se choisir des représentants professant exactement leurs propres opinions.*

*Ce n'était d'ailleurs que la consécration d'un fait existant depuis longtemps. Certains membres du Conseil local parisien de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ayant tenté en 1893, par des manoeuvres plus ou moins loyales, de conquérir un Comité qui s'annonçait puissant, le secrétaire nommé en 1894 s'efforça toujours de maintenir l'égalité proportionnelle entre les diverses opinions socialistes professées dans le Comité, et même de procurer à chaque Bourse un représentant de son opinion, de façon que le Comité fût le plus exactement possible l'image des Bourses fédérées.*

*Quarante-huit Bourses du Travail sont adhérentes à la Fédération. La plupart d'entre elles répudient toute liaison politique, et c'est surtout dans le groupe de leurs représentants qu'il faut chercher ces*

**(9bis)** [http://anti.mvthes.voila.net/individus/pelloutier\\_fernand/pf\\_le\\_comite\\_federal\\_deja\\_fnbt.pdf](http://anti.mvthes.voila.net/individus/pelloutier_fernand/pf_le_comite_federal_deja_fnbt.pdf)

*anarchistes avérés que les Bourses ont maintenus malgré les reproches de certaines écoles socialistes.*

*Trois Bourses, dont les adhérents sont, en proportions diverses, affiliés au Parti socialiste révolutionnaire (blanquiste), sont représentées par des membres du Comité socialiste révolutionnaire central.*

*Une dizaine de Bourses, enfin, à tendances allemanistes, ont pour délégués des membres du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire.*

*Il n'y a point de Bourse professant la théorie de la Fédération des travailleurs socialistes (broussistes); et quant aux cinq Bourses plus ou moins inféodées à la politique du Parti Ouvrier Français, du jour où elles constatèrent que jamais le siège du Comité ne serait transféré en province, exposé par conséquent à leurs entreprises, elles quittèrent la Fédération...».*

Fernand PELLOUTIER ne pratiquait aucun sectarisme vis-à-vis de quiconque qui fut d'abord un militant syndicaliste sincère, partageant les «objectifs» et les «moyens» communs; seule la secte «marxoguesdiste» ne voulut jamais les partager. Il n'envisagea jamais un syndicalisme fondé sur ses seuls points de vue; pour ce qui était des regroupements «philosophiques» affinitaires, c'était une autre question.

La *Lettre aux anarchistes*, préface au compte rendu qu'il fit, en tant que journaliste socialiste, intitulé *Le Congrès du Parti socialiste français* (11), était l'expression à la fois d'une crainte que les «torquemado-marxoguesdiste» ne furent renforcés dans leur offensive contre les organisations économiques de classe, et de sa détermination de poursuivre son oeuvre d'anarchiste en tant que militant syndicaliste.

Ce choix alternatif se posa de nouveau aux anarchistes entre 1917 et 1921. Ceux qui, en France, suivirent la voie (ou la voix?) syndicale de la IIIème internationale (CGTU), quelles que furent par ailleurs leur sincérité et leur opiniâtreté personnelles, furent rapidement isolés dans une CGTSR où personne ne les a rejoints. Certains d'entre eux préférèrent finalement le syndicalisme confédéré à une organisation qui resta fort confidentielle.

-----

Quand Alexandre HEBERT écrivit ce premier texte en 1949, la dernière scission était une affaire échue depuis quelques mois. Les «socialistes» rejoignirent en parti la CGTFO (nommons-les syndicalistes-réformistes); d'autres restèrent à la CGT, la «grande maison» de l'illusion! Les trotskystes restèrent à la CGT moscoutaire (question d'affinité!). Y compris chez les anarchistes et les syndicalistes-révolutionnaires, les attitudes furent diverses; certains choisirent la communauté «d'objectifs» et de «moyens» dans la CGTFO, sur la base de la Charte d'Amiens, et avec leur spécificité (12); d'autres restèrent à la CGT en essayant à peine perdue d'y un créer un courant «lutte de classes»; d'autres créèrent la *Confédération nationale du Travail* (CNT) dans la suite de la CGTSR d'avant-guerre: parmi ces derniers, les plus conséquents abandonnèrent cet isolationnisme, et rejoignirent la CGTFO, parmi lesquels Gabriel THAREAU en Maine-et-Loire, Francis DUFOUR et Marcel CABALLERO dans l'Aude.

Mais ce n'est pas à eux qu'Alexandre HEBERT s'adressait dans ce texte. Les plus farouches partisans de l'unité étaient les dirigeants de la *Fédération de l'Education nationale* (FEN) autonome, où l'illusion des courants se transforma en réalité en des fractions politiques: *Indépendance et démocratie*, tendance majoritaire, devint un enjeu pour les socialistes de gouvernement et les calotins; *Ecole émancipée*, tendance syndicaliste-révolutionnaire, devenant rapidement un enjeu pour les groupements trotskystes.

Pour conclure sur ce premier document, même si le terme fasciste ne suit pas encore le substantif mythe, l'allusion à l'*Arbeitsfront* et aux «syndicats russes» fait le lien avec ceux qui suivront.

-----

Quant en juin 1957 fut publié le deuxième document, dans l'édition n°3 de *La Commune* (13), avec pour titre *L'unité syndicale*, l'adjectif fasciste suivait le substantif mythe. Il est manifeste que ce n'est pas la première fois que ce devait en être ainsi, du moins oralement. Le voici:

(11) [http://anti.mythes.voila.net/individus/pelloutier\\_fernand/pf\\_congres\\_parti\\_socialiste.pdf](http://anti.mythes.voila.net/individus/pelloutier_fernand/pf_congres_parti_socialiste.pdf)

(12) Voir leurs propositions pour le 1er Congrès de la CGTFO sur [http://anti.mythes.voila.net/syndicalisme/1er\\_congres\\_fo\\_assr.pdf](http://anti.mythes.voila.net/syndicalisme/1er_congres_fo_assr.pdf)

(13) [http://anti.mythes.voila.net/individus/hebert\\_alexandre/ha\\_lc\\_3.pdf](http://anti.mythes.voila.net/individus/hebert_alexandre/ha_lc_3.pdf)

*« Il m'est déjà arrivé de dénoncer le mythe fasciste de l'unité. Vouloir à tout prix l'unité syndicale est la marque d'un esprit religieux qui considère la classe ouvrière comme un tout homogène... Comme un absolu.*

*Or, rien n'est plus contraire à la réalité. La classe ouvrière, comme tout ce qui est vivant, est «ondoyante et diverse». Les ouvriers le savent mieux que quiconque et ce n'est pas par hasard si c'est dans les milieux intellectuels que se recrutent les zélés les plus obstinés de l'unité syndicale.*

*Un des arguments les plus communément avancés contre le pluralisme syndical est qu'il affaiblit la puissance ouvrière (comme s'il était nécessaire pour se battre ensemble d'habiter la même maison!).*

*Et l'on cite complaisamment à l'appui de cette thèse l'exemple des lourdes machines politico-syndicales de l'étranger.*

*Si l'on considère (ce que font beaucoup de militants, hélas!) l'organisation comme une fin en soi et non comme un moyen au service de la défense des intérêts ouvriers, on peut considérer les centrales étrangères comme un modèle de réussite.*

*En ce qui me concerne, je ne peux me résoudre à juger de l'efficacité d'un mouvement syndical en fonction du nombre de places et du taux des traitements qu'il offre à ses fonctionnaires permanents. Ce qui me semble déterminant c'est, avant toutes autres choses, l'aptitude à susciter et diriger les luttes ouvrières ainsi, bien sûr, que les résultats obtenus sur le plan revendicatif.*

*A ce double point de vue, j'ose prétendre que notre mouvement syndical français, si décrié, peut supporter la comparaison avec, des mouvements étrangers numériquement plus importants (à l'exception, peut-être, du syndicalisme américain qui bénéficie de conditions économiques exceptionnelles et dont, d'ailleurs, les traditions, les méthodes d'action et la structure, ne ressemblent en rien à ce «travaillisme européen» que certains voudraient mettre à la mode!).*

*Nous n'oublions pas, non plus, qu'en France même, les périodes d'unification syndicale ne furent pas précisément bénéfiques pour la classe ouvrière.*

*Elles furent toujours synonymes de «pause» et personne n'a oublié la période 1944-48 pendant laquelle, bien souvent, l'Etat et les patrons trouvèrent, au sein même de la CGT, des auxiliaires précieux pour briser les mouvements revendicatifs.*

*En fait, l'unité organique n'est ni possible, ni souhaitable.*

*Une organisation n'est viable, son action n'est efficace que si les hommes qu'elle rassemble sont liés, non seulement par des intérêts communs, mais aussi par un minimum de communauté de vues sur la nature des voies et moyens à utiliser pour la défense de ces intérêts.*

*Il va sans dire que cela ne saurait signifier que le syndicalisme doit se disperser dans une multitude de petites chapelles.*

*Bien au contraire, l'organisation syndicale doit conserver un caractère de large rassemblement. Elle ne peut y parvenir qu'en respectant un certain nombre de conditions.*

*Il se trouve que ces conditions sont admirablement définies dans la Charte d'Amiens, que des esprits forts trouvent «vieille» (eux dont la vie entière au service de l'action politique a pratiquement abouti à... l'expérience Guy Mollet !!!).*

*Affirmation de la nécessité de l'action autonome de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts particuliers. Indépendance réelle à l'égard des Etats et des Eglises, politiques ou non. Tels sont les principes sur lesquels pourrait s'effectuer un éventuel regroupement syndical.*

*Inutile de préciser qu'ils excluent et les tenants du stalinisme et ceux d'un syndicalisme confessionnel.*

*Dans un tel regroupement, les enseignants devraient pouvoir trouver leur place.*

*A moins que la recherche d'une unité totale illusoire ne leur serve d'alibi pour se maintenir dans la situation confortable, apparemment du moins, de l'autonomie syndicale».*

Cet écrit entraîna une réaction vive de Pierre MONATTE dans l'introduction à son ouvrage *Trois scissions syndicales*, publié au début de l'année 1958.

En voici les extraits appropriés.

*«Une autre explication, mirobolante celle-là, a été donnée de la scission syndicale. L'unité syndicale tiendrait du mythe fasciste. Ses partisans seraient des totalitaires qui s'ignorent. Rien que cela, pour Gaston Tessier, de la C.F.T.C. et pour Alexandre Hébert, de F.O. Il y a de quoi être confondu! Ces camarades se sont-ils donné la peine de rechercher sur quoi repose le mythe fasciste? Sans grande peine, ils auraient vu que le fascisme, l'italien comme l'allemand, comme le russe, repose sur la race,*

(14) Il s'agit d'une erreur de Pierre Monatte, le texte d'Alexandre Hébert a bien été publié dans l'édition de juin.

sur la nation et sur l'étatisme. Pas sur la classe. Ce n'est pas un hasard si le syndicalisme, dans son effort pour rassembler la classe ouvrière, s'est heurté non seulement au capitalisme, mais encore au nationalisme et à l'étatisme. L'un repose sur la classe, l'autre sur la race. Comment peut-on les confondre? Lorsque Hébert, dans «la Commune» de juillet 1957 (14), a reproféré cette lourde erreur, je me suis étonné, d'abord qu'on l'ait accueillie, mais surtout que personne ne lui ait répondu.

De telles explications caractérisent le désarroi qui règne dans les esprits. Les trois scissions ont affaibli matériellement le mouvement syndical. Elles ne l'ont pas moins affaibli intellectuellement et moralement. Il ne faut pas en être surpris. Quand on regarde cinquante ans en arrière, on est obligé de constater que le sang du mouvement a subi deux graves empoisonnements. L'un en 1914-1918, celui des «redevables», pour reprendre l'expression de Georges Dumoulin dans son étude de 1918. L'autre, celui de la bolchévisation, en 1924-1930 et même depuis. On pourrait penser que le premier empoisonnement a particulièrement atteint l'aile droite du mouvement syndical, tandis que l'autre aurait surtout frappé l'aile gauche. Il n'en est rien, hélas ! Ceux qu'avant 1914 on avait appelé les «braillards» - Griffuelhes dixit - s'étaient rués les premiers sur les galons et sur les sursis d'appel. Et regardez ce qu'il est advenu dans la minorité révolutionnaire de 14-18. Merrheim, Dumoulin, Million, qui avaient été les plus en vue des premiers opposants, ont lâché pied avant la fin de la guerre et ont ainsi rendu impossible le redressement de la CGT. Trois fonctionnaires syndicaux, un secrétaire confédéral, un secrétaire fédéral, un secrétaire de grande Union départementale. Le fonctionnarisme syndical avait-il rongé leur force de caractère?

A la sortie de la guerre de 14-18, disparition à peu près complète de la génération de militants d'avant-guerre. Certains n'étaient pas revenus du front. D'autres avaient été écrasés moralement par la guerre. Quant aux redevables, il en était de deux sortes. Ceux qui n'en étaient pas fiers et qui se retiraient dans leur coin pour toujours, ceux qui étaient rendus fanatiques. Si bien que nous nous sommes sentis affreusement seuls, les quelques anciens qui tenions bon.

Une nouvelle génération montait, il est vrai, forcément inexpérimentée. Combien parmi elle, attirés par le rôle à jouer, le désir d'être commissaire du peuple de ceci ou de cela? Du dévouement sans nul doute, une réelle capacité de sacrifice, mais peu d'effort pour comprendre et juger par soi-même. Des hommes capables de passer brusquement d'un point de vue à un autre tout opposé.

J'oublierai difficilement le cas de Cadeau qui se trouva le premier, dans une assemblée du parti à nous dire en 1924 que notre place était en dehors. Lui, venu de l'anarchisme, était passé du premier bureau de la CGTU, anticommuniste à tout crin, au secrétariat du parti. Je pense aussi à Colomer qui avait poussé à la scission au congrès minoritaire de fin 1921, sautant brusquement de l'anarchisme au parti.

Le syndicalisme avait nourri de grandes ambitions. Quel groupement pouvait mieux que lui représenter les travailleurs? Une lourde tâche lui revenait. Pelloutier l'avait tracée: «Poursuivre plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres». D'hommes fiers et libres, a dit une autre fois Pelloutier qui tenait à cette formule.

Nous en sommes loin aujourd'hui. Finis les grands espoirs? La révolution politique a repris le dessus. Le syndicat a été relégué au second rang. Le parti a pris le rôle essentiel. A lui d'édifier la société nouvelle, par le moyen de l'Etat ouvrier. De même qu'après la Première Internationale, la social-démocratie avait établi son influence, plus politique qu'économique, sur le mouvement ouvrier mondial, de même après le syndicalisme, le parti communiste a capté les aspirations révolutionnaires des travailleurs dans presque tous les pays.

Mais à son tour, il a fait faillite. Il n'a pas été capable de bâtir en Russie le véritable Etat ouvrier qu'il avait annoncé. Il n'a édifié, au prix de quels sacrifices pour la classe ouvrière russe, qu'un Etat totalitaire semblable au fascisme et au nazisme. Il peut faire illusion encore. Plus pour longtemps.

L'Etat totalitaire russe, en procédant à une industrialisation forcenée, a créé un vaste prolétariat. Un prolétariat qui sent profondément l'oppression matérielle et morale que fait peser sur lui depuis des dizaines d'années, la nouvelle classe des exploités venus du parti. Il cherche obscurément, depuis longtemps déjà, les voies de sa libération. Il les trouvera. Les grèves des camps de concentration de Vorkouta et d'ailleurs, les mouvements de Berlin-Est, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, les soubresauts du couvercle de la marmite stalinienne, sont des signes qui ne trompent pas. Le vaste prolétariat russe réglera son compte à ses exploités d'un nouveau genre. Le marxisme nous en donne l'assurance.

Impossible cette libération, tant sont fortes en Russie la police et l'armée? La police et l'armée s'évanouiront devant la classe ouvrière en mouvement quand la révolution sera mûre. Déjà, en Hongrie,

*des bataillons russes ont refusé de tirer sur les insurgés. Demain, chez eux, ils passeront du côté de la révolution et la feront triompher*

*Les ouvriers russes, en vêtements de travail ou en uniforme, savent qu'ils ont été trahis par leurs soi-disant représentants du peuple. Ils en tirent, ils en tireront la leçon. Ils ne le peuvent qu'en revenant, à la lumière de leur propre et dure expérience, aux grandes idées de la Première Internationale et du syndicalisme révolutionnaire. Ils se le doivent à eux-mêmes, ils le doivent aussi aux travailleurs de tous les pays.*

*Le syndicalisme va-t-il connaître une nouvelle grande période? Dans dix mois ou dans dix ans? Il n'est pas interdit de le penser, mais à condition que la classe ouvrière, chez nous comme ailleurs, soit capable d'un tel effort».*

Cette réaction me semble un peu épidermique. Pierre MONATTE, qui fut militant de la CGTU et qui adhéra également au *Parti communiste français* peu de temps après sa création, ne pouvait admettre en tant que partisan de l'unité syndicale (et en tant que marxiste), qu'il succombait à un mythe fasciste. Mais la définition qu'il donne du fascisme, reposant «*sur la race, sur la nation et sur l'étatisme, pas sur la classe*» omet les fondements de base: le fascisme repose d'abord sur la prétendue communauté d'intérêts inter-classiste (les objectifs), la nation, la race et l'étatisme n'en étant que les moyens, l'unité (l'unicité) syndicale inter-classiste en étant l'une des conditions.

Je rajouterai en passant que la *Révolution prolétarienne*, - dont Pierre MONATTE fut le créateur -, sous couvert de syndicalisme révolutionnaire fut, dans les années 50, le lieu de regroupement de toutes les tentatives de réunification syndicale, nous dirions aujourd'hui de syndicalisme rassemblé...

-----

Le 15 juin 1957, un appel intitulé *Pour un mouvement syndical unitaire et démocratique* (PUMSUD) (15), appelant à la réunification CGT-CGTFO-FEN fut publié. Il amena à plusieurs réactions, je citerais celle de Roger HAGNAUER syndicaliste de la FEN - animateur de la tendance *Force Ouvrière* en son sein du temps de la double affiliation - qui écrivait énormément dans ces années tant dans *La Révolution prolétarienne* que dans *Le Monde libertaire*. C'est dans l'édition n°35 du *Monde libertaire* (16) que Roger HAGNAUER aborda cette problématique, sous le titre: *L'unité syndicale est-elle possible, désirable et salutaire?*

« *Sur l'initiative de Denis FORESTIER (du Syndicat Autonome des Instituteurs), de Roger LAPEYRE (de la Fédération F.O. des Travaux Publics), d'Aimé PASTRE (des Services Pénitentiaires C.G.T.)... la campagne pour l'unité syndicale s'engage. Est-elle opportune? Sera-t-elle efficace? Avant d'en débattre, ne faut-il pas s'interroger sur le principe?*

*Voici en effet HEBERT, l'un des militants les moins conformistes de F.O, qui accroche sur le panneau l'étiquette «Mythe fasciste». Et MONATTE, le plus authentique représentant du syndicalisme de 1906, juge «mirobolante» l'interprétation de Hébert.*

*Certes, Monatte a raison. Le fascisme ne peut être apparenté à l'unité syndicale. Il brise au contraire la solidarité de la classe ouvrière, au nom de la Nation, de la Race... ou de l'Etat tout simplement. Mais tout régime totalitaire exige des groupements ouvriers uniques et obligatoires. Pour le Front du Travail d'Hitler, les corporations de Mussolini ou de Franco, les syndicats de Staline, de Khrouchtchev, de Tito et de quelques dictateurs d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud... le monopole de l'institution d'Etat n'a pas d'autre objet que de militariser la classe ouvrière, de prévenir toute opposition, toute lutte revendicative, de faciliter l'exploitation, de renforcer l'oppression.*

*Hébert peut se justifier par un autre phénomène historique, plus proche de nous.*

*On a connu en France, en 1945, une tendance au monopole syndical attribué à la C.G.T. stalinisée. La mobilisation des cadres syndicaux au service de la politique russe provoqua la scission de 1948. Mais auparavant, les contraintes parfois violentes, souvent physiquement impératives, frappèrent de 1944 à 1948 les ouvriers, les employés simplement soupçonnés d'activités ou d'intentions hérétiques. Le monopole syndical impliquait le monopole de l'embauche (par exemple chez les dockers et dans les entreprises nationalisées). Et le travailleur rejeté ou licencié était privé de tout moyen de défense.*

(15) Il fut publié dans l'édition de juin 1957 de *La Révolution prolétarienne*.

(16) [http://anti.mythes.voila.net/publications/lml/lml\\_35/hr\\_lml\\_35.pdf](http://anti.mythes.voila.net/publications/lml/lml_35/hr_lml_35.pdf)



L'épuration avait permis, par d'abusives assimilations ou des procès arbitraires et iniques d'exclure des syndicats les «non récupérables» à qui on refusait ensuite tout travail parce que non syndiqués. Et nous ne parlons pas de l'action des cadres staliniens dans les administrations et les services publics.

La C.F.T.C. bénéficia normalement de la révolte contre le monopole syndical. Les plus résolus et les plus courageux opposants sortirent de la C.G.T., pour fonder d'abord la C.N.T. puis les syndicats autonomes dont l'exemple et le rayonnement ne furent pas des facteurs négligeables dans la scission libératrice de 1948.

Hébert aurait donc raison d'apparenter ce système au fascisme, mais il aurait tort d'interpréter comme une conséquence de l'unité syndicale ce qui au contraire justifiait le pluralisme syndical et la scission confédérale.

Que l'on ne juge pas l'unité syndicale à travers d'euphoriques brumes. Les travailleurs en 1936 et en 1944 furent victimes d'une gigantesque duperie. Ils ne profitèrent pas de la victoire électorale du Rassemblement populaire ou des secousses de la Libération pour affirmer leur force autonome. Ils rejoignirent la C.G.T. par soumission aux forces politiques victorieuses - que cette soumission soit alignement volontaire ou résignation plus ou moins consciente.

L'unité syndicale ne peut se concevoir qu'en fonction d'une rupture définitive et clairement formulée avec les appareils politico-syndicaux qui ont colonisé la C.G.T. Vue de l'esprit? Plutôt souvenir ou anticipation. C'est spontanément qu'en Pologne et en Hongrie, les conseils d'entreprises, représentation directe de la classe ouvrière, ont refusé tout contact avec les «policiers syndicaux» du régime.

En France, les conditions de cette rupture peuvent varier avec les situations locales. Un ouvrier communiste de province peut s'adapter plus facilement aux règles de la démocratie ouvrière qu'un intellectuel «sympathisant» du café de Flore.

Mais s'il est vrai que l'unité syndicale implique le droit d'opinion et la liberté des tendances... elle commande aussi par nécessité vitale, de proscrire les consignes baptisées opinions, les fractions militarisées... camouflées en tendances, les adjudants déguisés en militants.

Il n'est pas de formules magiques, pas de résolutions, de manifestes, de statuts qui soient efficaces. L'accord verbal n'a aucune valeur lorsqu'il n'y a pas de langage commun, lorsque les mots alignés ou acceptés par l'une des parties n'expriment aucune pensée sincère.

Ce préalable admis, il est deux autres conditions essentielles.

L'Unité syndicale exprime l'unité spontanée de la classe ouvrière. L'adhésion syndicale ne doit donc dépendre ni d'une doctrine ni d'un programme - simplement de la situation des salariés et de la volonté des salariés de défendre leurs intérêts par leurs propres efforts.

De la base au sommet confédéral, la solidarité de classe s'affirme sur le plan local et sur le plan industriel. Les fonctionnaires syndicalistes ont-ils pesé toutes les charges que cette solidarité impose et sont-ils disposés à se lier aux ouvriers dans des unions intersyndicales, locales et départementales... libérées des corsets politiques?

Enfin l'unité de classe se réalise parfaitement dans des organisations du type trade-unioniste. Mais lorsque celles-ci s'accrochent à l'Etat, elles sacrifient trop souvent à la sécurité légalisée, la liberté d'initiative ouvrière. La création de la Centrale syndicaliste libertaire de Suède se justifie par la résistance à l'intégration étatiste. Ce n'est pas leur exemple que nos amis nous proposent. C'est une expérience dont la valeur ne se mesure pas à des rapports numériques.

**RUPTURE AVEC LES APPAREILS TOTALITAIRES - SOLIDARITE DE CLASSE CONCRETE - RESISTANCE A L'ORDRE ETATISTE... si ces trois idées-force orientent la propagande pour l'unité, celle-ci annoncera la renaissance du syndicalisme».**

Il précisa sa pensée dans un article qui fut écrit sans doute peu de temps après celui-ci, mais ne fut publié que dans l'édition d'avril 1958 du *Monde libertaire* (17). Roger HAGNAUER étant militant du *Syndicat national des Instituteurs* (FEN autonome), celui-ci mérite d'être cité. Il est intitulé:

*L'unité syndicale est-elle souhaitable ou possible: tendances organisées ou fractions asservies?*

«L'unité syndicale ne se réalisera que par la démocratie syndicale. Heureuse formule!... Nous avons eu tort dans le passé de mépriser la démocratie... tort d'accoler au substantif l'épithète bourgeoise. Car il y a contradiction dans les termes.

*Un Etat bourgeois reposant sur les privilèges de classe ne peut être démocratique, par définition.*

*La même contradiction fondamentale se retrouve dans l'expression «démocratie populaire ou démocratie socialiste», appliquée à des régimes totalitaires. Admettre des privilèges de Parti, un monopole*

(17) [http://ami.mythes.voila.net/publications/lml/lml\\_37/hr\\_lml\\_37.pdf](http://ami.mythes.voila.net/publications/lml/lml_37/hr_lml_37.pdf)

*pour un Parti, c'est miner la base fondamentale de la démocratie.*

*Même si par une opération de l'esprit, on imagine une démocratie politique où rien ne subsiste des privilèges de classe, de caste, de parti - où il est impossible à une autocratie de se constituer et de devenir une institution - il reste que l'Etat démocratique peut opposer une autorité absolue, incontestée aux tendances de l'individu. Relevons d'ailleurs une confusion fréquente. Certains libéraux parlent volontiers du respect des minorités qui doit limiter les droits des majorités. Mais une minorité voulant devenir majorité ne réclame que la liberté qui la mènera au Pouvoir. Et si elle a perdu l'espoir de retourner le sens du fléau, elle s'isole dans un sectarisme plus oppressif que l'autorité étatique. Une véritable démocratie se juge à l'étendue des libertés et des possibilités des individus et surtout de ceux qui s'isolent par vocation de toute majorité permanente.*

*Je ne me tiens pas dans l'abstrait. Mes propos sur la démocratie politique s'ajustent parfaitement à la démocratie syndicale. On veut nous faire admettre a priori que celle-ci dépend de la libre organisation des tendances. Il est évident que l'interdiction de celle-ci consacre l'omnipotence des bureaux syndicaux. Mais l'institution - au sens propre du mot - des tendances n'aboutit trop souvent qu'à superposer deux disciplines, qu'à substituer à une contrainte que l'action ne justifie pas souvent une autre contrainte plus impérative parce que d'origine idéologique.*

*Nos amis de l'Ecole Emancipée ont beau jeu d'opposer à une C.G.T. dissociée en 1947, notre Fédération autonome de l'Education Nationale qui a maintenu son unité, malgré l'organisation des tendances, où grâce à cette organisation. Les tendances cependant n'ont guère d'influence sur l'action corporative. Certains camarades de l'Ecole Emancipée ou de la majorité autonome luttent contre les particularismes de catégorie. Parce qu'ils sont personnellement fidèles aux plus saines traditions du syndicalisme universitaire. Si estimable qu'elle soit, leur réaction n'est pas souvent efficace. On veut bien reconnaître que l'unité se réalise facilement sur le plan corporatif. Mais dès que l'on veut proposer une action ou élever une action sur le plan social, les divergences se manifestent aussi nettes, aussi brutales, aussi déterminantes qu'entre trois syndicats concurrents.*

*L'organisation des tendances n'est donc pas plus une condition de l'unité qu'une cause de scission.*

*On perd à en discuter un temps qu'il faudrait employer à résoudre le seul problème préalable: celui de l'existence au sein des syndicats, d'une fraction, soumise totalement aux maîtres de Moscou.*

*Qui parle de tendance stalinienne (ou post-stalinienne)? Il n'y a pas d'orientation idéologique de militants, il n'y a pas d'organisation de partisans au sein des syndicats. Il y a des consignes qui tombent en cascade du sommet à la base. Dans les assemblées, on ne discute que l'exécution des ordres. Quand on en discute!... Et si une assemblée a appliqué strictement les ordres formulés, le contre-ordre intervenant après la dispersion annule purement et simplement les conclusions du débat collectif. C'est unanimement que les communistes de l'Enseignement s'étaient prononcés pour le maintien d'une Fédération au sein de la C.G. T. L'encre de leurs résolutions n'était pas sèche qu'un diktat du Parti leur imposait la dissolution de leur Fédération. Et c'est tout aussi unanimement qu'ils ont obéi, sans hésitations, ni murmures.*

*Exemple entre mille. Possible que l'on s'agite au sein du Parti. Mais les opposants ne peuvent se manifester extérieurement que par une rupture complète avec le Parti.*

*Il ne s'agit donc pas de répéter qu'il y a des millions de travailleurs qui votent pour les communistes lors d'assemblées syndicales ou d'élections politiques - et qu'on ne peut les exclure de la classe ouvrière.*

*Personne n'y pense. Chacun de nous doit méditer sur les moyens de leur libération.*

*Mais ce ne sont pas ces travailleurs que vous rencontrerez dans les pourparlers unitaires. Ce sont les robots qui pensent par le Parti et n'agissent que pour le Parti. Et l'unité réalisée à la Fédération autonome aboutit à ce paradoxe épouvantable: que les éducateurs les plus généreux, les révolutionnaires les plus sincères, collaborent - apparemment en toute confiance - avec les agents d'un Pouvoir qui a dépassé l'hitlérisme dans l'avilissement de l'être humain et dans le massacre des révolutionnaires.*

*PS.: Cet article envoyé trop tard au M.L. date de plus d'un mois. Il y aurait certes beaucoup plus à dire aujourd'hui. Il y aurait aussi à demander à l'ami Lapeyre, l'un des trois promoteurs de la campagne d'unité, si celle-ci doit se prolonger par la solennelle réception des représentants des syndicats soviétiques, c'est-à-dire d'agents des dictateurs de Moscou?».*

Le point de vue de Roger HAGNAUER, qui subit l'antisémitisme français et allemand pendant la guerre, l'épuration à la mode antisémito-stalinienne après la guerre, méritait d'être cité. J'espère que n'est pas ce type de point de vue que Pierre MONATTE trouvait trop pro-américain dans la rédaction de *La Révolution prolétarienne*, à la fin de sa vie.

-----

Pour sa part, Alexandre HEBERT écrit également deux textes sur l'appel «PUMSUD» dans cette période:

1- L'un paru dans *La Révolution prolétarienne* en mars 1958 sous le titre *Du mythe fasciste de l'Unité*. Troisième document. C'était une réponse à la fois à Pierre MONATTE (dont le passé anarchiste, aussi ancien que celui de Léon JOUHAUX, ne laissait plus guère de place à l'individualisme), et à l'initiative «PUMSUD» (18).

*«Par la grâce de Lapeyre, Pastre et Forestier (et peut-être aussi en raison de certains développements de la situation internationale) le problème de l'unité est de nouveau à l'ordre du jour.*

*Il me semble très significatif que ce problème de l'unité ouvrière préoccupe surtout des militants de la fonction publique. J'y vois une sorte de déformation professionnelle: le prolongement sur le plan syndical des tendances - inhérentes à l'Etat - au totalitarisme.*

*Pierre MONATTE a été scandalisé de mon expression «le mythe fasciste de l'unité».*

*Il faudrait, peut-être, s'entendre sur la signification à donner au mot fasciste.*

*Les marxistes qui sont, comme chacun le sait, de fameux casuistes, se sont ingéniés à établir des distinguos subtils sur la «nature» des «Etats fascistes» et des «Etats ouvriers». Ces laborieuses dissertations étaient certainement nécessaires pour convaincre les esprits superficiels de mon espèce qui persistent, néanmoins, à ne pas trouver de différences fondamentales entre les réalités sociales staliniennes, hitlériennes ou mussoliniennes ... (la liste n'est pas limitative). Dans tous les cas, le même fondamental mépris pour l'individu allègrement sacrifié au mythe de la Nation, de la Race ou... de la Classe.*

*Qu'on m'entende bien, je ne prétends pas nier l'existence de classes antagonistes, mais je me refuse à faire des classifications (toujours arbitraires) des absolus auxquels il convient de tout sacrifier.*

*Il est clair qu'il n'existe pas, ailleurs que dans l'esprit des faiseurs de systèmes, de classe ouvrière à l'état pur. Ou alors il faudrait donner raison aux «autoritaires» et accepter avec eux la «dictature du prolétariat» (un autre mythe fasciste) et, conséquences logiques: le parti unique, le syndicat unique. On sait où de telles conceptions ont mené le prolétariat russe. Trop de camarades s'en tiennent encore au schéma marxiste selon lequel tous nos maux proviendraient exclusivement de la «propriété privée des moyens de production», et que tout doit être subordonné aux nécessités de la lutte anticapitaliste. Il ne m'est pas possible de souscrire à une telle façon de voir qui me semble, pour le moins, dater un peu.*

*Notre ennemi c'est notre maître. Que son autorité s'appuie sur la propriété privée ou collective des moyens de production, me semble détail négligeable.*

*Dans tous les cas, je réclame pour la classe ouvrière le droit d'avoir des organisations de défense. Tous les étatistes sont des patrons en puissance, ni plus ni moins féroces que les autres. Tout dépendra des moyens de défense que nous saurons mettre en œuvre, il faut dès maintenant multiplier les îlots de résistance non seulement aux actuels capitalistes mais aussi aux futurs «patrons d'Etat».*

*La volonté d'unité participe de l'esprit centralisateur et totalitaire (dans toute l'acception du terme) qui prétend tout regrouper et contrôler. Elle est la négation de l'esprit libertaire auquel je demeure plus que jamais attaché.*

*Il existe des courants ouvriers. Pourquoi vouloir les «unifier» dans une même organisation? Je ne suis pas dupe (et eux non plus certainement) des garanties formelles réclamées par Lapeyre, Pastre et Forestier pour le fonctionnement des tendances.*

*Faut-il rappeler que les statuts de l'actuelle C.G.T. sont restés ceux inspirés de la Charte d'Amiens! L'expérience à laquelle, faute de mieux, il faut pourtant bien se référer, prouve que seul le pluralisme des organisations permet le développement et la survie des courants. L'unité organique aboutirait rapidement au triomphe de «l'appareil», c'est à dire au centralisme négateur de toutes les libertés, sans lesquelles aucune action féconde ne pourra être poursuivie en faveur de l'émancipation ouvrière.*

*Il n'est d'ailleurs pas mauvais de rapprocher le point de vue unitaire de Lapeyre de celui qu'il défend quant à la structure de la C.G.T.-F.O. Dans les deux cas, nous nous trouvons en présence d'un centralisateur (doublé d'un corporatiste). Il faut nous rendre à l'évidence: Lapeyre et ses collègues ne sont pas des militants ouvriers.*

*Qu'ils en soient conscients ou non, ils apparaissent comme les représentants de cette classe de technocrates qui cherche laborieusement à édifier les instruments de sa puissance. Les ouvriers ne sauraient être trop méfiants à leur endroit».*

(18) «Alexandre Hébert, un homme de conviction, un anarchiste individualiste». Voir aussi [http://anti.mythes.voila.net/individus/hebert\\_alexandre/ha\\_as\\_151.pdf](http://anti.mythes.voila.net/individus/hebert_alexandre/ha_as_151.pdf)

2- Pour le second: *L'Ouest syndicaliste* a subi une interruption de parution pendant plusieurs mois fin 1957. Il reparait en janvier 1958. L'appel «PUMSUD» a des répercussions dans la CGTFO: Roger LAPEYRE (et sa fédération) propose des modifications de la structuration confédérale. Dans l'édition de février 1958, la première page est consacrée à deux articles: le premier est rédigé par Marcel BABAU, Secrétaire confédéral, il traite des propositions de LAPEYRE et de la Fédération F.O. des Travaux Publics.

Le second, signé Alexandre HEBERT, est intitulé: *Unité: avec qui? Contre qui? Pour aboutir à quoi?*

*«Notre camarade Roger Lapeyre est brillant. Peut-être - avec un peu de chance - eut-il fait un brillant politique.*

*Il est à craindre qu'il ne soit jamais un véritable syndicaliste.*

*Les hasards (ou les vicissitudes) de l'existence l'ont placé à la tête de la Fédération des Travaux Publics.*

*Dans les colonnes voisines Marcel Babau dit, fort justement ce qu'il faut penser des curieuses propositions touchant à la structure confédérale faites par le dernier congrès de cette organisation.*

*Il est vrai qu'il y a belle lurette qu'un certain nombre de syndicats fédérés aux Travaux Publics «oublent» de cotiser aux U.D. (et ont, ou devraient avoir, perdu la qualité de confédérés).*

*Mais Lapeyre ne se contente pas de vouloir réformer la C.G.T.-F.O. Il a des ambitions plus hautes.*

*Il nourrit aussi le noble dessein de... reconstituer l'Unité Syndicale !...*

*La presse a fait un sort à la déclaration qu'il a signée avec Pastre (des gardiens de prison et de la C.G.T. ce qui constitue, on en conviendra, une double infortune) et avec Forestier du S.N.I.*

*Survenant dans le moment présent l'initiative Lapeyre est lourde de conséquences et oblige chaque militant à prendre nettement position.*

*En ce qui me concerne, je le dis très franchement; une telle initiative est inopportune et de nature à renforcer la campagne menée par le P.C.F. et la C.G.T. sur le thème de la reconstitution de l'unité organique.*

*L'unité organique suppose l'existence d'une classe ouvrière monolithique capable de trouver son expression syndicale dans une seule organisation.*

*Or, précisément, rien n'est plus faux que l'image d'une classe ouvrière monolithique. Cette classe ouvrière là n'est que pure abstraction, sortie de l'imagination de ces «intellectuels de gauche» qui portent un amour immodéré aux «constructions logiques» et dont le propre est de refuser obstinément de voir les réalités de la vie.*

*Ces réalités les militants ouvriers (même communistes) les connaissent.*

*Ils savent qu'il existe des courants ouvriers séparés d'une manière définitive.*

*Ils savent aussi que la cohabitation de ces courants, dans une même centrale ne peut conduire qu'à la paralysie de l'organisation (par l'âpreté des luttes de tendances) ou, ce qui est plus vraisemblable, à l'absorption de certains courants par le ou les plus totalitaires d'entre eux.*

*Nous avons fait en France l'expérience (au moins partielle) de l'unité organique. Elle a été concluante.*

*La sauvegarde des courants ouvriers - c'est-à-dire en définitive les possibilités de lutte contre l'envahissement totalitaire - passe inéluctablement par le pluralisme syndical.*

*La C.G.T.-F.O., toute imparfaite qu'elle puisse nous apparaître, correspond à une nécessité.*

*Le devoir de ses militants est, avant tout, de travailler à la renforcer.*

*Je demeure partisan de la pratique de l'Unité d'Action quand elle est nécessaire pour réaliser l'unité de combat de la classe ouvrière devant les patrons et l'Etat. Il me semble totalement inutile de chercher à aller plus loin!*

*La recherche d'une illusoire unité organique doit être définitivement abandonnée si l'on veut rester fidèle au syndicalisme.*

*Mais peut-être certains pensent-ils que le syndicalisme - celui auquel nous restons attachés - est dépassé et qu'il convient de lui substituer autre chose - auquel cas on aimerait savoir très exactement quoi?*

*Il est même possible que des camarades estiment souhaitables, pour le mouvement ouvrier, de nouvelles formes d'organisation.*

*Peut-être pensent-ils qu'il convient de renoncer au syndicalisme au profit d'un «Parti» syndical?*

*Il faut faire preuve de tolérance et ces camarades doivent pouvoir faire leur expérience, mais...  
AILLEURS QUE DANS LE MOUVEMENT CONFEDERE QUE NOUS NE SOMMES PAS DISPOSES A LAISSER DEMOLIR».*

-----

La chute de cet article nous permet de faire le parallèle avec d'autres événements ultérieurs. Chaque décennie vit se dérouler sous une forme ou une autre une offensive contre l'existence de la CGTFO. Dans les années soixante la CFTC-CFDT se déconfessionnalisa, mais ne se décléricalisa pas: plus besoin du clergé (en chute de vocations), les laïcs ont parfaitement intégré la mission, la tenue de camouflage civile est plus efficace que la calotte et la soutane. Plutôt que la CGT, c'est elle qui servit de point de ralliement à ceux qui entendaient mettre en cause la CGTFO, tel Maurice LABI de la Fédération F.O. des industries chimiques, sans parler des courants politiques gauchisants en vogue après Mai 68, dont nombre d'«anarchistes» en mal de Dieux et d'Etats.

Dans les années 70, la FEN fut, comme le Parti socialiste devenant mitterrandien, mis sous la coupe des calotins; l'autogestion version communauté d'intérêts interclassistes (objectif du fascisme) devient le drapeau officiel de la CFDT, la race, la nation et l'Etat sont certes mis de côté, c'est l'unité de Dieu dans le grand corps indivisible du syndicalisme rassemblé et unifié qui devient la messe officielle; la CFDT est admise à la *Confédération européenne des Syndicats* (CES) et à la *Confédération internationale des Syndicats libres* (CISL).

Au début des années 80 des militants syndicalistes de l'enseignement quittent la FEN pour la CGTFO, j'en suis.

Après la «*chute du mur de Berlin*», la décennie 90 vit la FEN et quelques fédérations autonomes créer l'*Union nationale des Syndicats autonomes* (UNSA), des syndicats quittent soit la CFDT, soit la CGT, pour fonder les *Syndicats unitaires et démocratiques* regroupés depuis dans l'*Union syndicale solidaire*. Toutes ces chapelles tendent à devenir la grande Eglise du syndicalisme rassemblé et unifié, leurs attitudes respectives dans les conflits sur les retraites ouvrières en 1995, 2003 et 2010, ne les y servent pas. Mais la CGTFO, par ses tergiversations, ses incertitudes, ses hésitations, certaines amitiés politiques, ne parvient pas non plus à devenir un point de ralliement déterminant dans la lutte des classes, sans pour autant tomber dans le syndicalisme rassemblé.

C'est dans ce contexte que les deux accords de 2008 sur la représentativité syndicale sont signés, le premier entre le patronat, la CGT et la CFDT, le second entre l'Etat, les mêmes augmentés de l'UNSA, la FSU, l'USS. C'est donc ouvertement le patronat et l'Etat qui prennent en main ce que d'eux-mêmes ni les staliniens, ni les calotins officiels, ni les calotins subsidiaires n'ont réussi à faire: faire déclarer dans un premier temps certains représentants (les rassembler) et d'autres pas, dans un second temps obliger les représentants à s'unifier. Le premier coup (électoral) échoua et n'empêcha pas la CGTFO d'être déclaré représentative. Le second est en cours: qui, cette fois-ci, voudra jouer les Roger LAPEYRE?

Fernand PELLOUTIER avait totalement raison, l'unité est un mythe. Alexandre HEBERT avait raison, ce mythe conduit les syndicats à se fondre ou à disparaître dans les institutions fascistes. Ceux qui nous y préparent aujourd'hui n'utilisent pas des escouades de *Chemises noires ou brunes*, ni des *Sections d'assaut*, ils utilisent les partisans de Dieu et de l'Etat. Ils tentent de persuader les esprits qu'un avenir radieux, ou la vie éternelle, passent par l'unité syndicale. Le pire serait que la faiblesse des individus, l'annihilation de leur esprit de révolte les y conduisent. Le pire serait que cette fois la CGTFO, seule héritière de la Charte d'Amiens, y sombre d'une façon ou d'une autre.

-----

L'année 2012 est la 140ème qui suit l'éclatement de la *Première internationale*. Des anarchistes ont commémoré à cette occasion la fondation de l'internationale anti-autoritaire. Parmi eux, les organisations du réseau *Anarkismo* (*Alternative libertaire* en France), c'est à dire les héritiers de Georges FONTENIS - qui tenta de léniniser la *Fédération anarchiste* au début des années 50 et s'allia dans une aventure électorale avec le *boucher d'Albacete*, André MARTY, l'ancien agent du KGB - et de Daniel GUERIN - qui se disait marxiste-libertaire. Le mythe de l'unité des anarchistes aura-t-il, lui aussi, cours?

D'autres anarchistes participent aux rencontres syndicalistes organisées par l'*Entente internationale des travailleurs* (*et des peuples* - sic!). La *Première internationale* ne doit pas être mythifiée non plus. Elle fut le résultat d'un compromis hasardeux (19) entre les syndicalistes proudho-bakouniniens et des partisans de l'Etat. Les partisans de l'Etat ont voulu déjà à leur façon rassembler mythiquement la classe

ouvrière, et avec leurs méthodes. Pas pour son émancipation. Pour un peu de pouvoir (Deuxième internationale), ou tout le pouvoir (Troisième internationale). Si la perspective d'un courant syndicaliste «lutte de classe» est toujours d'actualité, le rassemblement (unitaire par excellence) de groupes (ou partis) politiques et de groupes (ou de représentants de groupes) économiques ne risque-t-il pas de conduire à la même impasse mythique?

Amitiés anarchistes et syndicalistes,

**Georges RIVALIN.**

-----

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD

-----

(19) Par là, j'entends la rencontre des groupements syndicalistes et des groupements politiques à Londres, où étaient présents Marx et Mazzini.